

No. 42065

**France
and
Brazil**

Agreement on cooperation between the Government of the French Republic and the Government of the Federative Republic of Brazil for the development of peaceful uses of nuclear energy. Paris, 25 October 2002

Entry into force: *5 July 2005 by notification, in accordance with article XVII*

Authentic texts: *French and Portuguese*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 14 November 2005*

**France
et
Brésil**

Accord de coopération entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil pour le développement des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Paris, 25 octobre 2002

Entrée en vigueur : *5 juillet 2005 par notification, conformément à l'article XVII*

Textes authentiques : *français et portugais*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 14 novembre 2005*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD DE COOPÉRATION ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE DU BRÉSIL POUR LE DÉVELOPPEMENT
DES UTILISATIONS PACIFIQUES DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil, ci-après dénommés les Parties,

Affirmant leur volonté de développer les liens traditionnels d'amitié entre les deux pays,

Désireux d'élargir et de renforcer, dans l'intérêt des deux Etats et dans le respect des principes qui gouvernent leur politique nucléaire respective, la coopération dans le domaine de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins exclusivement pacifiques et non explosives,

Rappelant l'Accord de Coopération technique et scientifique entre les deux Gouvernements entré en vigueur le 3 août 1968,

Considérant les engagements respectifs de non-prolifération auxquels les Parties ont souscrit, en particulier l'adhésion au Traité du 1er juillet 1968 sur la non-prolifération des armes nucléaires (ci-après désigné par "le T.N.P."),

Considérant l'entrée en vigueur le 4 mars 1994 d'un Accord entre la République fédérative du Brésil, la République argentine, l'Agence brasilo-argentine de comptabilité et de contrôle des matières nucléaires (ci-après désignée par "l'A.B.A.C.C.") et l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (ci-après désignée par "l'A.I.E.A.") relatif à l'application de garanties, et considérant également que l'A.I.E.A. et la République fédérative du Brésil ont confirmé par un échange de lettres approuvé par le Conseil des Gouverneurs de l'A.I.E.A. que l'Accord du 4 mars 1994 satisfaisait à l'obligation incombant à la République fédérative du Brésil au titre de l'article III du T.N.P. de conclure un accord de garanties avec l'A.I.E.A.,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1

Aux fins du présent Accord :

a) "matières" signifie les matières non nucléaires destinées aux réacteurs, spécifiées au paragraphe 2 de l'Annexe B des Directives du Groupe des fournisseurs nucléaires publiées par l'A.I.E.A. dans le document INFCIRC/254/Rév.5/Part.1 (ci-après désignée par "les Directives");

b) "matières nucléaires" signifie toute "matière brute" ou tout "produit fissile spécial" conformément à la définition de ces termes figurant à l'article XX du Statut de l'A.I.E.A.;

c) “équipements” signifie les composants principaux spécifiés aux paragraphes 1, 3, 4,5,6 et 7 de l'Annexe B des Directives;

d) “installations” signifie les usines visées aux paragraphes 1, 3, 4, 5, 6 et 7 de l'Annexe B des Directives;

e) par “technologie”, il convient d'entendre l'information spécifique nécessaire pour le “développement”, la “production” ou l' “utilisation” de tout article figurant à l'annexe B des Directives, à l'exception des données communiquées au public, par exemple par l'intermédiaire de périodiques ou de livres publiés, ou qui ont été rendues accessibles sur le plan international sans aucune restriction de diffusion.

Cette information peut prendre la forme de “données techniques” ou d' “assistance technique”.

Le “développement” se rapporte à toutes les phases précédant la “production”, telles que notamment les études, recherches relatives à la conception, assemblages et aux essais de prototypes et plans d'exécution.

Par “production”, il convient d'entendre toutes les phases de la production telles que notamment la construction, ingénierie de production, fabrication, intégration, assemblage, inspection, essai, assurance de la qualité.

Par “utilisation”, il convient d'entendre la mise en oeuvre, l'installation (y compris l'installation sur le site même), l'entretien, les réparations, le démontage de révision et la remise en état.

L' “assistance technique” peut prendre des formes telles que l'instruction, les qualifications, la formation, les connaissances pratiques, les services de consultation.

Les “données techniques” peuvent être constituées de calques, schémas, plans, manuels et modes d'emploi sous une forme écrite ou enregistrée sur d'autres supports tels que disques, bandes magnétiques ou mémoires passives.

f) “information” signifie tout renseignement, toute documentation ou toute donnée, de quelque nature que ce soit, transmissible sous une forme physique, portant sur des matières, des équipements, des installations ou de la technologie soumis au présent Accord, à l'exclusion des renseignements, documentation et données accessibles au public.

Article II

1. Dans le respect des principes qui gouvernent leur politique nucléaire respective et conformément aux stipulations du présent Accord, ainsi que des Accords et engagements internationaux pertinents en matière de non-prolifération auxquels elles ont par ailleurs souscrit, les Parties entendent développer leur coopération dans le domaine de l'utilisation pacifique et non explosive de l'énergie nucléaire.

2. La coopération mentionnée à l'alinéa premier peut couvrir les domaines suivants :

- recherche fondamentale et appliquée ne requérant pas, pour ce qui concerne les réacteurs de recherche, l'utilisation d'uranium enrichi à 20% et plus en isotope 235;

- développement des applications de l'énergie nucléaire dans les domaines de l'agronomie, de la biologie, des sciences de la terre, de la médecine et de l'industrie;

- application de l'énergie nucléaire pour la production d'énergie électrique;
 - gestion du combustible et des déchets nucléaires;
 - sûreté nucléaire, radioprotection et protection de l'environnement;
 - prévention et réaction aux situations d'urgence liées à des accidents radioactifs ou nucléaires;
 - information du public en vue de l'acceptation de l'énergie nucléaire;
 - ou tout autre domaine convenu d'un commun accord entre les Parties.
3. La coopération peut prendre les formes suivantes :
- échange et formation de personnels scientifiques et techniques;
 - échange d'informations scientifiques et techniques;
 - participation de personnels scientifiques et techniques de l'une des Parties à des activités de recherche-développement de l'autre Partie;
 - conduite en commun d'activités de recherche et d'ingénierie, y compris des recherches et expérimentations conjointes (c'est-à-dire pour lesquelles les moyens mis en place par les deux Parties sont équivalents);
 - organisation de conférences et colloques scientifiques et techniques;
 - fourniture de matières, matières nucléaires, équipements, technologies et prestations de service;
- ou toute autre forme de coopération convenue d'un commun accord entre les Parties.

Article III

Les conditions d'application de la coopération définie à l'article II sont précisées, au cas par cas, dans le respect des dispositions du présent Accord :

- par des accords spécifiques entre les Parties ou les organismes concernés, pour préciser notamment les programmes et les modalités des échanges scientifiques et techniques;
- par des contrats conclus entre les organismes, entreprises et établissements concernés, pour les réalisations industrielles et la fourniture de matières, matières nucléaires, équipements, installations ou de technologie.

Article IV

Les Parties prennent toutes les mesures administratives, fiscales et douanières de leur compétence nécessaires à la bonne exécution du présent Accord ainsi que des accords spécifiques et des contrats visés à l'article III.

Article V

Les Parties garantissent la sécurité et préservent le caractère confidentiel des données techniques et des informations désignées comme telles par la Partie qui les a fournies dans le cadre du présent Accord. Les données techniques et les informations échangées ne sont

pas communiquées à des tiers, publics ou privés, sans accord préalable donné par écrit par la Partie fournissant la donnée technique ou l'information.

Article VI

Les droits de propriété intellectuelle acquis dans le cadre de la coopération prévue par le présent Accord sont attribués au cas par cas dans les accords spécifiques et les contrats visés à l'article III du présent Accord.

Article VII

Les Parties s'assurent que les matières, matières nucléaires, équipements, installations et la technologie transférés dans le cadre du présent Accord ainsi que les matières nucléaires obtenues ou récupérées comme sous-produits, ne sont utilisés qu'à des fins pacifiques et non explosives.

Article VIII

1. Toutes les matières nucléaires détenues ou transférées à la République fédérative du Brésil en vertu du présent Accord et notifiées par la Partie fournisseur à cet effet, ainsi que toutes générations successives de matières nucléaires récupérées ou obtenues comme sous-produits, sont soumises aux contrôles de l'A.I.E.A. en vertu de l'Accord entre la République fédérative du Brésil, la République argentine, l'A.B.A.C.C. et l'A.I.E.A. relatif à l'application des garanties dans le cadre du T.N.P., s'appliquant à toutes les matières nucléaires dans toutes les activités nucléaires exercées sur le territoire de la République fédérative du Brésil, sous sa juridiction ou entreprises sous son contrôle en quelque lieu que ce soit.

2. Toutes les matières nucléaires transférées à la République française en vertu du présent Accord et notifiées par la Partie fournisseur à cet effet, ainsi que toutes générations successives de matières nucléaires récupérées ou obtenues comme sous-produits, sont soumises au système de garanties appliqué par la Communauté Européenne de l'Energie Atomique, et par l'A.I.E.A. en application de l'Accord entre la France, la Communauté Européenne de l'Energie Atomique et l'A.I.E.A. relatif à l'application de garanties en France, signé les 20 et 27 juillet 1978.

Article IX

Au cas où les garanties de l'A.I.E.A. visées à l'article VIII du présent Accord ne pourraient s'appliquer sur le territoire de l'une ou de l'autre Partie, les Parties s'engagent à entrer aussitôt en rapport en vue de soumettre dans les délais les plus brefs les matières nucléaires transférées ou obtenues en application du présent Accord, ainsi que toutes générations successives de matières nucléaires obtenues ou récupérées comme sous-produits, à un dispositif mutuellement agréé de garanties, d'une efficacité et d'une portée équivalentes à celles précédemment appliquées par l'A.I.E.A. à ces matières nucléaires.

Article X

Les matières, matières nucléaires, équipements, installations et la technologie mentionnés à l'article VII du présent Accord restent soumis aux dispositions du présent Accord jusqu'à ce que :

- a) ils aient été transférés ou retransférés hors de la juridiction de la Partie destinataire conformément aux dispositions de l'article XII du présent Accord, ou que
- b) les Parties décident d'un commun accord de les y soustraire, ou que
- c) il soit établi, pour ce qui concerne les matières nucléaires, qu'elles ne sont pratiquement plus récupérables pour être mises sous une forme utilisable pour une quelconque activité nucléaire pertinente du point de vue des garanties visées à l'article VIII du présent Accord.

Article XI

1. Chaque Partie veille à ce que les matières, matières nucléaires, équipements, installations et la technologie visés à l'article VII du présent Accord soient uniquement détenus par des personnes placées sous sa juridiction et habilitées à cet effet.

2. Chaque Partie s'assure que, sur son territoire ou, hors de son territoire jusqu'au point où cette responsabilité est prise en charge par l'autre Partie ou par un Etat tiers, les mesures adéquates de protection physique des matières, matières nucléaires, équipements et installations visés par le présent Accord sont prises, conformément à sa législation nationale et aux engagements internationaux auxquels elle est Partie.

3. Les niveaux de protection physique sont au minimum ceux qui sont spécifiés à l'annexe C des Directives. Chaque Partie se réserve le droit, le cas échéant, conformément à sa réglementation nationale, d'appliquer sur son territoire des critères plus stricts de protection physique.

4. La mise en oeuvre des mesures de protection physique relève de la responsabilité de chaque Partie à l'intérieur de sa juridiction. Dans la mise en oeuvre de ces mesures, chaque Partie s'inspire du document de l'A.I.E.A. INFCIRC 225/Rév.4.

Les modifications des recommandations de l'A.I.E.A. en relation avec la protection physique n'ont d'effet aux termes du présent Accord que lorsque les deux Parties se sont informées mutuellement par écrit de leur acceptation d'une telle modification.

Article XII

1. Au cas où l'une des Parties envisage de retransférer hors de sa juridiction des matières, matières nucléaires, équipements, installations et la technologie visés à l'article VII, ou de transférer des matières, matières nucléaires, installations, équipements et la technologie visés à l'article VII provenant des équipements ou installations transférés à l'origine ou obtenus grâce aux équipements, installations ou à la technologie transférés, elle ne le fait qu'après avoir obtenu du destinataire de ces transferts les mêmes garanties que celles prévues par le présent Accord.

2. En outre, la Partie qui envisage de procéder à un retransfert ou à un transfert visé au paragraphe premier du présent article recueille au préalable le consentement écrit de la Partie fournisseur initial :

a) pour tout retransfert d'installations de retraitement, d'enrichissement ou de production d'eau lourde, de leurs équipements ou de leur technologie;

b) pour tout transfert d'installations ou d'équipements provenant de ces installations ou équipements, ou conçus à partir de la technologie visée au paragraphe a) ci-dessus;

c) pour tout transfert ou retransfert d'uranium enrichi à plus de 20% en isotopes 233 ou 235 ou de plutonium produit ou récupéré à partir de matières nucléaires transférées en vertu du présent Accord.

Article XIII

Aucune des dispositions du présent Accord ne peut être interprétée comme portant atteinte aux obligations qui, à la date de sa signature, résultent de la participation de l'une ou l'autre Partie à d'autres accords internationaux pour l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, notamment pour la Partie française, de son appartenance aux Communautés Européennes.

Article XIV

Des représentants des Parties se réunissent à la demande de l'une des Parties en vue de se consulter sur les questions posées par l'application du présent Accord.

Article XV

1. Le présent Accord peut être modifié par accord écrit entre les Parties.

2. Tout amendement au présent Accord entre en vigueur à la date de l'échange de notes diplomatiques établissant leur acceptation par les deux Parties.

Article XVI

1. Le présent Accord est conclu pour une durée de vingt ans et peut être dénoncé à tout moment par l'une ou l'autre des Parties. Toute dénonciation doit être notifiée par écrit avec un préavis de six mois.

A l'issue de cette période de vingt ans, il demeure en vigueur tant qu'il n'a pas été dénoncé par l'une ou l'autre des Parties conformément à la procédure mentionnée à l'alinéa précédent.

2. En cas de dénonciation du présent Accord conformément à la procédure mentionnée au paragraphe 1 du présent Article,

- les dispositions pertinentes du présent Accord demeurent applicables aux accords spécifiques et aux contrats signés en vertu de l'article III, qui sont en vigueur;

- les dispositions des articles V, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII et XIII continuent à s'appliquer aux matières, matières nucléaires, équipements installations et à la technologie visés à l'article VII transférés en application du présent Accord, ainsi qu'aux matières nucléaires récupérées ou obtenues comme sous-produits.

Article XVII

Chaque Partie notifie à l'autre Partie l'accomplissement des procédures requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent Accord. Celui-ci entre en vigueur à la date de la réception de la dernière notification.

En foi de quoi, les représentants des deux Gouvernements dûment autorisés à cet effet ont signé le présent Accord.

Fait à Paris, le 25 octobre 2002 en deux exemplaires, en langues française et portugaise, les deux textes étant authentiques et faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française:

NICOLE FONTAINE
Ministre déléguée à l'Industrie

Pour le Gouvernement de la République fédérative du Brésil:

RONALDO MOTA SARDENBERG
Ministre de la Science et de la Technologie

[PORTUGUESE TEXT — TEXTE PORTUGAIS]

**ACORDO DE COOPERAÇÃO ENTRE O GOVERNO DA REPÚBLICA
FRANCESA
E O GOVERNO DA REPÚBLICA FEDERATIVA DO BRASIL PARA O
DESENVOLVIMENTO DAS UTILIZAÇÕES PACÍFICAS
DA ENERGIA NUCLEAR**

O Governo da República Francesa

e

**O Governo da República Federativa do Brasil
(doravante denominados «as Partes»),**

Afirmando o desejo de desenvolver os laços tradicionais de amizade entre os dois países,

Desejosos de ampliar e reforçar, no interesse dos dois Estados e em respeito aos princípios que governam suas respectivas políticas nucleares, a cooperação no domínio da utilização da energia nuclear para fins exclusivamente pacíficos e não-explosivos,

Recordando o Acordo de Cooperação Técnica e Científica entre os dois Governos, que entrou em vigor em 3 de agosto de 1968,

Considerando os compromissos respectivos de não-proliferação subscritos pelas Partes, em particular a adesão ao Tratado de 1º de julho de 1968 sobre a Não-Proliferação de Armas Nucleares (doravante denominado «T.N.P.»),

Considerando a entrada em vigor em 4 de março de 1994 de um Acordo entre a República Federativa do Brasil, a República Argentina, a Agência Brasileiro-Argentina de Contabilidade e Controle de Materiais Nucleares (doravante denominada «A.B.A.C.C.») e a Agência Internacional de Energia Atômica (doravante denominada «A.I.E.A.») relativo à aplicação de salvaguardas, e considerando igualmente que a A.I.E.A. e a República Federativa do Brasil confirmaram, por troca de notas aprovada pela Junta de Governadores da A.I.E.A. que o Acordo de 4 de março de 1994 satisfazia a

obrigação da República Federativa do Brasil à luz do Artigo III do T.N.P. de concluir um acordo de salvaguardas com a A.I.E.A.,

Acordam o que segue:

ARTIGO I

Para fins do presente Acordo:

a) «materiais» significam os materiais não-nucleares destinados aos reatores especificados no parágrafo 2 do Anexo B das Diretrizes do Grupo de Supridores Nucleares, publicadas pela A.I.E.A. no documento INFCIRC/254/Rev.5/Part.1 (doravante denominadas «as Diretrizes»);

b) «materiais nucleares» significa toda «matéria bruta» ou todo «material físsil especial» de acordo com a definição desses termos que figuram no Artigo XX do Estatuto da A.I.E.A.;

c) «equipamentos» significam os principais componentes especificados nos parágrafos 1, 3, 4, 5, 6 e 7 do Anexo B das Diretrizes;

d) «instalações» significam as usinas mencionadas nos parágrafos 1, 3, 4, 5, 6 e 7 do Anexo B das Diretrizes;

e) por «tecnologia», convém-se entender a informação específica necessária ao «desenvolvimento», à «produção» ou à «utilização» de todo artigo que figure do Anexo B das Diretrizes, à exceção das informações de domínio público, por exemplo por intermédio de periódicos ou livros publicados, ou que se tomaram acessíveis no plano internacional sem qualquer restrição de divulgação.

Esta informação pode tomar a forma de «dados técnicos» ou de «assistência técnica».

O «desenvolvimento» se refere a todas as fases que antecedem a «produção», tais como os estudos, pesquisas relativas à concepção, montagem e aos ensaios de protótipos e planos de execução.

Por «produção», convém-se entender todas as fases da produção tais como a construção, engenharia de produção, fabricação, integração, montagem, inspeção, teste, garantia de qualidade.

Por «utilização», convém-se entender a execução, a instalação (inclusive instalação no local), a manutenção, as reparações, a desmontagem de revisão e recuperação.

A «assistência técnica» pode tomar a forma de instrução, qualificação, formação, conhecimentos práticos e serviços de consultoria.

Os «dados técnicos» podem constituir-se de esboços, esquemas, planos manuais e modos de emprego sob forma escrita ou registrada em outros meios tais como discos, fitas magnéticas ou memórias passivas.

f) «informação» significa todo ensino, toda documentação ou todo dado, qualquer que seja sua natureza, transmissível por meio físico, sobre a matérias, os equipamentos, as instalações ou a tecnologia submetida ao presente Acordo, à exceção de ensino, documentação e dados de domínio público.

ARTIGO II

1. Em respeito aos princípios que governam suas respectivas política nucleares e conforme o estipulado no presente Acordo, assim como nos Acordo e compromissos internacionais pertinentes em matéria de não-proliferação ao quais hajam subscrito, as Partes acordam desenvolver a cooperação no domínio da utilização pacífica e não-explosiva da energia nuclear.

2. A cooperação mencionada na alínea primeira pode cobrir os seguinte domínios:

- pesquisa fundamental e aplicada que não requeira, no que respeita ao reatores de pesquisa, a utilização de urânio enriquecido a 20% ou mais em isótopo 235;
- desenvolvimento das aplicações da energia nuclear nos campos da agronomia, da biologia, das ciências da terra, da medicina e da indústria;
- aplicação da energia nuclear para a produção de energia elétrica;
- gestão do combustível e dos rejeitos nucleares;
- segurança nuclear, proteção radiológica e proteção do meio ambiente;

- prevenção e reação às situações de urgência relacionadas a acidentes radioativos ou nucleares;

- informação ao público com fins de aceitação da energia nuclear;

ou qualquer outro domínio decidido de comum acordo entre as Partes.

3. A cooperação pode tomar as seguintes formas:

- intercâmbio e formação de pessoal científico e técnico;

- intercâmbio de informações científicas e técnicas;

- participação de pessoal científico e técnico de uma das Partes em atividades de pesquisa e desenvolvimento da outra Parte;

- realização conjunta de atividades de pesquisa e engenharia, inclusive pesquisas e experimentos conjuntos (ou seja, para as quais os meios utilizados pelas duas Partes são equivalentes);

- organização de conferências e colóquios científicos e técnicos;

- fornecimento de materiais, materiais nucleares, equipamentos, tecnologias e prestação de serviços;

ou toda outra forma de cooperação decidida de comum acordo entre as Partes.

ARTIGO III

As condições de implementação da cooperação definida do Artigo II serão definidas, caso a caso, em respeito às disposições do presente Acordo:

- por acordos específicos entre as Partes ou os organismos envolvidos, para precisar os programas e as modalidades de intercâmbios científicos e técnicos;

- por contratos concluídos entre os organismos, empresas e estabelecimentos envolvidos, para as empreitadas industriais e o fornecimento de materiais, materiais nucleares, equipamentos, instalações ou de tecnologia.

ARTIGO IV

As Partes tomarão todas as medidas administrativas, fiscais e aduaneiras de sua competência necessárias à boa execução do presente Acordo, bem como dos acordos específicos e dos contratos previstos no Artigo III.

ARTIGO V

As Partes garantem a segurança e preservam o caráter confidencial dos dados técnicos e das informações designadas como tais pela Parte que as forneceu no âmbito do Presente Acordo. Os dados técnicos e as informações intercambiadas não serão comunicados a terceiros, públicos ou privados, sem autorização prévia, dada por escrito pela Parte fornecedora do dado técnico ou da informação.

ARTIGO VI

Os direitos de propriedade intelectual adquiridos no quadro da cooperação prevista no presente Acordo serão atribuídos caso a caso nos acordos específicos e nos contratos previstos no Artigo III do presente Acordo.

ARTIGO VII

As Partes asseguram que os materiais, materiais nucleares, equipamentos, instalações e a tecnologia transferida no âmbito do presente Acordo, bem como os materiais nucleares obtidos ou recuperados como subprodutos, serão utilizados unicamente para fins pacíficos e não-explosivos.

ARTIGO VIII

1. Todos os materiais nucleares mantidos ou transferidos à República Federativa do Brasil em virtude do presente Acordo e notificados pela Parte fornecedora para esse efeito, assim como toda geração sucessiva de materiais nucleares recuperados ou obtidos como subprodutos, estarão submetidos aos controles da A.I.E.A., em virtude do Acordo entre a República Federativa do

Brasil, a República Argentina, a A.B.A.C.C. e a A.I.E.A. relativo à aplicação de salvaguardas no âmbito do T.N.P., aplicando-se a todos os materiais nucleares em todas as atividades nucleares executadas no território da República Federativa do Brasil, sob sua jurisdição ou implementadas sob seu controle em qualquer local que seja.

2. Todos os materiais nucleares transferidos à República Francesa em virtude do presente Acordo e notificados pela Parte fornecedora para esse efeito, assim como toda geração sucessiva de materiais nucleares recuperados ou obtidos como subprodutos, estarão submetidos ao sistema de salvaguardas aplicado pela Comunidade Européia de Energia Atômica, e pela A.I.E.A., em aplicação do Acordo entre a França, a Comunidade Européia de Energia Atômica e a A.I.E.A. relativo à aplicação de salvaguardas na França, firmado em 20 e 27 de julho de 1978.

ARTIGO IX

Caso as salvaguardas da A.I.E.A. previstas no Artigo VIII do presente Acordo não possam ser aplicadas sobre o território de uma ou de outra Parte, as Partes se comprometem a entrar imediatamente em contato com vistas a submeter no menor prazo possível os materiais nucleares transferidos ou obtidos na aplicação do presente Acordo, assim como toda geração sucessiva de materiais nucleares obtidos ou recuperados como sub-produtos, a um dispositivo mutuamente acordado de salvaguardas, de eficácia e de alcance equivalente aos anteriormente aplicados pela A.I.E.A. a esses materiais nucleares.

ARTIGO X

Os materiais, materiais nucleares, equipamentos, instalações e a tecnologia mencionada no Artigo VII do presente Acordo permanecem submetidos às disposições do presente Acordo até que:

- a) eles tenham sido transferidos ou retransferidos para fora da jurisdição da parte destinatária de acordo com os dispositivos do Artigo XII do presente Acordo; ou que
- b) as Partes decidam de comum acordo retirá-los, ou que

c) fique estabelecido, no que se refere aos materiais nucleares, que eles são praticamente irrecuperáveis para serem colocados sob forma utilizável para qualquer atividade nuclear pertinente do ponto de vista das salvaguardas previstas no Artigo VIII do presente Acordo;

ARTIGO XI

1. Cada Parte zelará para que os materiais, materiais nucleares, equipamentos, instalações e a tecnologia mencionados no Artigo VII do presente Acordo sejam mantidos unicamente por pessoas submetidas à sua jurisdição e habilitadas a esse fim.

2. Cada Parte assegura que, no seu território ou fora dele, até o ponto onde esta responsabilidade seja assumida por outra Parte ou por um terceiro Estado, as medidas adequadas de proteção física dos materiais, materiais nucleares, equipamentos e instalações previstos no presente Acordo sejam tomadas, de acordo com sua legislação nacional e os compromissos internacionais de que seja Parte.

3. Os níveis de proteção física serão no mínimo aqueles especificados no Anexo C das Diretrizes. Cada Parte se reserva o direito, se for o caso, de acordo com sua regulamentação nacional, de aplicar em seu território critérios mais estritos de proteção física.

4. A implementação de medidas de proteção física é de responsabilidade de cada Parte no interior da sua jurisdição. Na implementação dessas medidas, cada Parte se inspirará no documento da A.I.E.A. INFCIRC 225/Rev.4.

As modificações das recomendações da A.I.E.A. em relação à proteção física terão efeito sobre os termos do presente Acordo somente quando as duas Partes se informem mutuamente por escrito de sua aceitação de uma tal modificação.

ARTIGO XII

1. Caso uma das Partes tencione retransferir para fora de sua jurisdição materiais, materiais nucleares, equipamentos, instalações e a tecnologia mencionados no Artigo VII, ou transferir materiais, materiais nucleares, equipamentos, instalações e a tecnologia mencionados no Artigo VII provenientes de equipamentos ou instalações transferidas originalmente ou obtidas graças aos equipamentos, instalações ou à tecnologia transferidos, ela o fará somente após haver obtido do destinatário dessas transferências as mesmas garantias que as previstas no presente Acordo.

2. Além disso, a Parte que tencione proceder a uma retransferência ou a uma transferência prevista no parágrafo primeiro do presente Artigo recolherá previamente o consentimento escrito da Parte fornecedora inicial:

a) para toda retransferência de instalações de reprocessamento, de enriquecimento ou de produção de água pesada, de seus equipamentos ou de sua tecnologia;

b) para a transferência de instalações ou equipamentos provenientes dessas instalações ou equipamentos, ou concebidos a partir da tecnologia prevista no parágrafo a) acima;

c) para toda transferência ou retransferência de urânio enriquecido a mais de 20% em isótopos 233 ou 235 ou de plutônio produzido ou recuperado a partir de materiais nucleares transferidos em virtude do presente acordo.

ARTIGO XIII

Nenhuma das disposições do presente Acordo pode ser interpretada como afetando o cumprimento de obrigações que, na data da assinatura, resultem da participação de uma ou outra Parte a outros acordos internacionais para a utilização da energia nuclear a fins pacíficos, notadamente para a Parte francesa de sua participação às Comunidades Européias.

ARTIGO XIV

Os representantes das Partes se reunirão ao pedido de uma das Partes com vistas a consultar sobre questões surgidas da execução do presente Acordo.

ARTIGO XV

1. O presente Acordo pode ser modificado por acordo escrito entre as Partes.

2. Toda emenda ao presente Acordo entrará em vigor na data de troca de notas diplomáticas estabelecendo sua aceitação pelas duas Partes.

ARTIGO XVI

1. O presente Acordo terá a duração de vinte anos e poderá ser denunciado a qualquer tempo por uma ou outra das Partes. Toda denúncia deverá ser notificada por escrito com antecedência de seis meses.

No fim desse período de vinte anos, ele permanece em vigor enquanto não for denunciado por uma ou outra Parte conforme o procedimento mencionado na alínea precedente.

2. Em caso de denúncia do presente Acordo conforme o procedimento mencionado no parágrafo 1 do presente Artigo,

- os dispositivos pertinentes do presente Acordo permanecem aplicáveis aos acordos específicos e aos contratos assinados em virtude do Artigo III, que estejam em vigor;

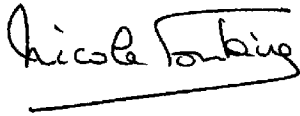
- os dispositivos dos artigos V, VI, VII, IX, X, XI, XII e XIII continuam a ser aplicados aos materiais, materiais nucleares, equipamentos, instalações e à tecnologia previstos no Artigo VII transferidos em execução do presente Acordo, assim como aos materiais nucleares recuperados ou obtidos como subprodutos.

ARTIGO XVII

Cada Parte notificará a outra Parte do cumprimento dos procedimentos requeridos no que lhe diz respeito, para a entrada em vigor do presente Acordo. Este entrará em vigor na data do recebimento da última notificação.

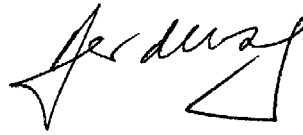
Em fé do que os representantes dos dois Governos devidamente autorizados para esse efeito firmaram o presente Acordo.

Feito em Paris, aos 25 de outubro de 2002, em dois exemplares originais, nas línguas francesa e portuguesa, sendo ambos os textos autênticos e fazendo igualmente fé.



PELO GOVERNO DA REPÚBLICA
FRANÇESA

Nicole FONTAINE



PELO GOVERNO DA REPÚBLICA
FEDERATIVA DO BRASIL

Ronaldo MOTA SARDEBERG

[TRANSLATION -- TRADUCTION]

AGREEMENT ON COOPERATION BETWEEN THE GOVERNMENT OF
THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE
FEDERATIVE REPUBLIC OF BRAZIL FOR THE DEVELOPMENT OF
PEACEFUL USES OF NUCLEAR ENERGY

The Government of the French Republic and the Government of the Federative Republic of Brazil (hereinafter referred to as “the Parties”),

Affirming their wish to develop the traditional ties of friendship between the two countries,

Desiring, in the interest of both States and with respect for the principles that govern their respective nuclear policies, to expand and strengthen cooperation in the field of the use of nuclear energy for exclusively peaceful and non-explosive purposes,

Recalling the scientific and technical cooperation agreement between the two Governments which entered into force on 3 August 1968,

Considering the non-proliferation commitments to which the Parties have respectively subscribed, in particular their accession to the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons of 1 July 1968 (hereinafter referred to as “the Non-Proliferation Treaty”),

Considering the entry into force on 4 March 1994 of the Agreement between the Federative Republic of Brazil, the Argentine Republic, the Brazilian-Argentine Agency for Accounting and Control of Nuclear Materials (ABACC) and the International Atomic Energy Agency (IAEA) regarding the application of safeguards, and considering also that IAEA and the Federative Republic of Brazil have confirmed, through an exchange of letters approved by the IAEA Board of Governors, that the agreement of 4 March 1994 satisfies the obligation incumbent upon the Federative Republic of Brazil under article III of the Non-Proliferation Treaty to conclude a safeguards agreement with IAEA,

Have agreed as follows:

Article I

For the purpose of this Agreement:

(a) “Materials” means the non-nuclear materials for use in reactors, as specified in annex B, paragraph 2, of the Nuclear Suppliers Group Guidelines issued by IAEA in document INFCIRC/254/Rev.5/Part I (hereinafter referred to as “the Guidelines”);

(b) “Nuclear materials” means any “source material” or any “special fissionable material” as these terms are defined in article XX of the IAEA Statute;

(c) “Equipment” means the major components specified in annex B, paragraphs I, 3, 4, 5, 6 and 7, of the Guidelines;

(d) “Facilities” means the plants referred to in annex B, paragraphs 1, 3, 4, 5, 6 and 7, of the Guidelines;

(e) “Technology” should be understood as the specific information necessary for the “development”, “production” or “use” of any article referred to in annex B of the Guidelines, with the exception of data available to the public, through periodicals or published books, for example, or which have been made available internationally without any restriction on their dissemination.

This information may take the form of “technical data” or “technical assistance”.

“Development” refers to all the pre-production stages, including design, research, assembly and testing of prototypes and execution plans.

“Production” should be understood as all stages of production such as, in particular, construction, production, engineering, fabrication, integration, assembly, inspection, testing and quality assurance.

“Use” should be understood as implementation, installation (including on-site installation), maintenance, repair, disassembly for inspection and reassembly.

“Technical assistance” may take such forms as instruction, certification, training, practical know-how and consultancy services.

“Technical data” may consist of drawings, diagrams, plans, operating manuals and directions for use in written form or recorded on other media such as disks, magnetic tapes or passive memory systems;

(f) “Information” means any item of information, any documentation or any datum, whatever its nature, that is physically transmissible and relates to the materials, equipment, facilities or technology that are subject to this Agreement, with the exception of items of information, documentation and data that are available to the public.

Article II

1. The Parties propose to develop their cooperation in the field of the peaceful and non-explosive use of nuclear energy, while respecting the principles that govern their respective nuclear policies and in accordance with the provisions of this Agreement and of relevant international agreements and commitments in the field of non-proliferation to which they have also subscribed.

2. The cooperation referred to in paragraph 1 may cover the following areas:

- Basic and applied research that does not require, for research reactors, the use of uranium enriched to 20 per cent or more in the isotope uranium-235;
- The development of applications for nuclear energy in the fields of agronomy, biology, earth sciences, medicine and industry;
- The application of nuclear energy for the production of electricity;
- Nuclear fuel and nuclear waste management;
- Nuclear safety, radiation protection and environmental protection;
- Emergency prevention and response in relation to radioactive or nuclear accidents;
- Public information to increase acceptance of nuclear energy;

or any other field agreed upon between the Parties.

3. Cooperation may take the following forms:

- Exchange and training of scientific and technical personnel;
 - Exchange of scientific and technical information;
 - Participation of scientific and technical personnel of one Party in research and development activities of the other Party;
 - Joint conduct of research and engineering activities, including joint research and experimentation (i.e., activities for which the two Parties contribute equal resources);
 - Organization of scientific and technical conferences and colloquiums;
 - Provision of materials, nuclear materials, equipment, technology and services;
- or any other form of cooperation agreed upon between the Parties.

Article III

The conditions of implementation of the cooperation referred to in article II shall be specified on a case-by-case basis, in conformity with the provisions of this Agreement:

- In specific agreements between the Parties or the entities concerned which specify in particular the programmes and modalities for scientific and technical exchanges;
- In contracts concluded between the entities, enterprises and institutions concerned for industrial works and the supply of materials, nuclear materials, equipment, facilities or technology.

Article IV

The Parties shall take all administrative, fiscal and customs measures within their competence that are required to facilitate the satisfactory implementation of this Agreement and of the specific agreements and contracts referred to in article III.

Article V

The Parties shall guarantee the security and preserve the confidentiality of technical data and information designated as such by the Party that furnished them in the context of this Agreement. They undertake not to communicate the technical data and information exchanged to any third party, whether public or private, without obtaining the prior written authorization of the Party that furnished the technical data or information.

Article VI

The intellectual property rights acquired in the context of the cooperation contemplated in this Agreement shall be attributed on a case-by-case basis in the specific agreements and contracts referred to in article III of this Agreement.

Article VII

The Parties shall ensure that materials, nuclear materials, equipment, facilities and technology transferred under this Agreement, as well as nuclear materials obtained or recovered as by-products, shall be used for peaceful and non-explosive purposes only.

Article VIII

1. All nuclear materials held by or transferred to the Federative Republic of Brazil under this Agreement and notified to this effect by the supplying Party, as well as all successive generations of nuclear material recovered or obtained as by-products, shall be subject to IAEA controls under the Agreement between the Federative Republic of Brazil, the Argentine Republic, ABACC and IAEA regarding the application of safeguards in the context of the Non-Proliferation Treaty, which applies to all nuclear materials in all nuclear activities within the territory of the Federative Republic of Brazil, under its jurisdiction or carried out by enterprises under its control anywhere.

2. All nuclear materials transferred to the French Republic under this Agreement and notified to this effect by the supplying Party, as well as all successive generations of nuclear material recovered or obtained as by-products, shall be subject to the safeguards system applied by the European Atomic Energy Community and IAEA pursuant to the Agreement between France, the European Atomic Energy Community and IAEA for the application of safeguards in France, signed on 20 and 27 July 1978.

Article IX

In the event that the IAEA safeguards referred to in article VIII of this Agreement cannot be implemented within the territory of either Party, the Parties undertake to contact one another immediately in order to ensure that nuclear materials transferred or obtained under this Agreement, as well as all successive generations of nuclear materials obtained or recovered as by-products, are made subject, as soon as possible, to a mutually acceptable safeguards system equivalent in effectiveness and scope to the one previously applied to such nuclear materials by IAEA.

Article X

The materials, nuclear materials, equipment, facilities and technology referred to in article VII of this Agreement shall remain subject to the provisions of this Agreement until such time as:

- (a) They are transferred or retransferred out of the jurisdiction of the receiving Party in accordance with the provisions of article XII of this Agreement; or
- (b) The Parties agree to waive the application of the provisions; or
- (c) It is established, in the case of nuclear materials, that they are no longer practically recoverable for the purpose of being rendered usable for any nuclear activity covered by the safeguards referred to in article VIII of this Agreement.

Article XI

1. Each Party shall see to it that the materials, nuclear materials, equipment, facilities and technology referred to in article VII of this Agreement are entrusted to the possession of only such persons as are under its jurisdiction and duly authorized to possess them.

2. Each Party shall ensure that within its territory or, where applicable, outside its territory up to the point at which this responsibility is assumed by the other Party or by a third State, adequate measures for the physical protection of the materials, nuclear materials, equipment and facilities referred to in this Agreement are taken, in conformity with its national legislation and with the international commitments to which it is a party.

3. The minimum levels of physical protection shall be those that are specified in annex C of the Guidelines. Each Party shall, in conformity with its national regulations, reserve the right to apply, if necessary, stricter standards of physical protection within its territory.

4. Implementation of physical protection measures shall be the responsibility of each Party within its jurisdiction. In the implementation of these measures, each Party shall draw upon IAEA document INFCIRC/225/Rev.4.

Amendments to the IAEA recommendations concerning physical protection shall have no effect under this Agreement unless the two Parties have notified each other in writing of their acceptance of such amendments.

Article XII

1. In the event that one of the Parties proposes to retransfer outside its jurisdiction the materials, nuclear materials, equipment, facilities and technology referred to in article VII, or to transfer materials, nuclear materials, equipment, facilities and technology referred to in article VII originating from the equipment or facilities originally transferred or obtained from the equipment, facilities or technology transferred, it shall do so only after obtaining from the recipient of such transfers the same safeguards as those provided for in this Agreement.

2. In addition, a Party proposing to effect a retransfer or transfer of the kind referred to in paragraph 1 of this article shall obtain the prior written consent of the initial supplier Party:

(a) For any retransfer of facilities for retreatment, enrichment or heavy water production, their equipment or their technology;

(b) For any transfer of facilities or equipment originating from these facilities or equipment or designed on the basis of the technology referred to in paragraph (a) above;

(c) For any transfer or retransfer of uranium enriched to 20 per cent or more in the isotopes uranium-233 or uranium-235 or of plutonium produced or recovered from nuclear materials transferred under this Agreement.

Article XIII

Nothing in this Agreement shall be interpreted as contravening the obligations which, on the date of its signature, arise from the participation of either Party in other international agreements on the use of nuclear energy for peaceful purposes, including, for the French side, its membership of the European Communities.

Article XIV

Representatives of the Parties shall meet at the request of either Party to consult each other on any questions arising from the implementation of this Agreement.

Article XV

1. This Agreement may be amended by written agreement between the Parties.
2. Any amendment to this Agreement shall enter into force on the date of the exchange of diplomatic notes indicating its acceptance by the two Parties.

Article XVI

1. This Agreement shall remain in force for a period of 20 years. It may be terminated at any time by either of the Parties. Notice of termination shall be given in writing at least six months in advance.

Upon completion of this period of 20 years, the Agreement shall remain in force until it is terminated by one of the Parties in accordance with the procedure set out in the preceding paragraph.

2. In the event of the termination of this Agreement in accordance with the procedure set out in paragraph 1 of this article,

- The relevant provisions of this Agreement shall continue to apply to the specific agreements and contracts signed pursuant to article III which are still in force;

- The provisions of articles V, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII and XIII shall continue to apply to the materials, nuclear materials, equipment, facilities and technology referred to in article VII which have been transferred in application of this Agreement, as well as to nuclear materials recovered or obtained as by products.

Article XVII

Each Party shall notify the other Party of the fulfilment of the formalities required for the entry into force of this Agreement. The latter shall enter into force on the date of the receipt of the later notification.

In witness whereof, the representatives of the two Governments, duly authorized thereto, have signed this Agreement.

Done at Paris on 25 October 2002 in duplicate in the French and Portuguese languages,
both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

NICOLE FONTAINE
Deputy Minister for Industry

For the Government of the Federative Republic of Brazil:

RONALDO MOTA SARDENBERG
Minister of Science and Technology

